



**Jeff Bezos  
Amazon  
410 Terry Ave N  
Seattle, WA 9810  
Etats-Unis**

*Bruxelles, le 28 septembre 2020*

*Lettre ouverte au PDG d'Amazon, Jeff Bezos*

Monsieur Bezos,

Nous avons appris par voie de presse qu'Amazon avait publié deux offres d'emploi, dans lesquelles nous pouvions lire que l'entreprise recherchait des « *analystes du renseignement* ». Ces « *analystes* » auraient eu pour mission de surveiller les différentes « *menaces* » perçues par Amazon. Parmi celles-ci, le syndicalisme.

Le terme « *organisation des travailleur-ses* » apparaît trois fois au milieu d'autres catégories tels que « *groupes haineux* », « *terroristes* » et « *dirigeants politiques hostiles à Amazon* », les mettant de fait, sur le même plan.

Le français et l'espagnol, comme langues demandées aux personnes postulant, suggèrent que cette surveillance serait applicable en Europe également.

C'est avec une forte inquiétude que nous nous interrogeons sur vos intentions : s'agit-il de cibler les syndicalistes et les travailleurs-ses d'Amazon, mais également les représentant-es politiques, y compris nous-mêmes, député.es européen-nes, qui exprimeraient une critique de vos activités ?

Suite à l'indignation suscitée par leur publication, les deux offres d'emploi ont été retirées d'internet par Amazon qui s'est expliquée : « *la fiche ne décrivait pas correctement le poste. Elle a été faite par erreur et a depuis été corrigée* ». Comment une telle fiche de poste a-t-elle pourtant pu voir le jour ?

Les signaux d'alertes se multiplient quant à la politique anti-syndicale de votre société. Les licenciements de salarié-es d'Amazon aux USA au coeur de la pandémie de Covid-19, parce qu'ils avaient organisé une réunion avec d'autres employé-es ou pour avoir dénoncé leurs conditions de travail, ont fait grand bruit de ce côté-ci de l'Atlantique. Sur notre continent, des témoignages de travailleur-ses et de syndicalistes de plusieurs pays d'Europe nous rapportent les pressions qu'ils subissent afin d'empêcher les salarié-es de s'organiser, les revendications qui tombent dans des oreilles sourdes et la peur permanente d'être mis à la porte.

Nous savions qu'au sein de vos entrepôts, l'intensité du rythme de travail, la pression constante à la productivité, le management basé sur le contrôle constant et chronométré des gestes de travail, le chantage à la performance individuelle, permettent notamment



d'empêcher toute forme d'organisation collective des travailleur·ses. Cette forme d'organisation du travail est déjà plus que critiquable. Recruter des salarié·es pour espionner des opposant·es potentiel·les, internes ou externes, serait intolérable.

Nous, député·es européen·nes, rappelons que la liberté syndicale et le droit d'organisation sont des fondements de l'Organisation Internationale du Travail. Les respecter n'est pas facultatif, Amazon est soumise au respect de ces conventions fondamentales pour notre société.

Nous nous questionnons par ailleurs sur la définition « d'acteurs étatiques hostiles à Amazon ». De qui est-il question ? En tant que député·es européen·nes, nous avez-vous espionné·es ? En aviez-vous l'intention ?

Nous sommes représentant·es de pays dans lesquels la démocratie et la liberté d'expression ne peuvent être remises en question par une entreprise, y compris la vôtre. Nous en sommes les garant·es. La croissance exponentielle des bénéfices d'Amazon depuis le début de la pandémie ne saurait vous autoriser à vous exonérer du respect de ces principes fondamentaux et légaux.

Ainsi, nous nous inquiétons de savoir si les syndicats européens ainsi que des élu·es locaux, nationaux ou européens sont concerné·es par cette démarche qui vise à réprimer toute action collective.

Nous espérons que votre réponse saura apaiser nos inquiétudes sur les libertés syndicales et politiques que votre communication a suscité.